

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Grenoble, le 31 mai 2012

**Service protection de l'environnement**  
22 avenue Doyen Louis Weil – Grenoble

Affaire suivie par : Suzanne BATONNAT  
Téléphone : 04.56.59.49.21  
Télécopie : 04.56.59.49.96  
courriel : [suzanne.batonnat@isere.gouv.fr](mailto:suzanne.batonnat@isere.gouv.fr)

## **A R R E T E P R E F E C T O R A L**

### **COMPLEMENTAIRE N° 2012152-0064**

Le Préfet de l'Isère  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;

**VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

**VU** l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement ;

**VU** les décisions antérieures, et notamment l'arrêté d'autorisation n°2001-8915 du 25 octobre 2001, ayant réglementées les activités de la SOCIETE JACQUIER INDUSTRIES dans son centre de transit de déchets, récupération et stockage de déchets de métaux ferreux et non ferreux situé au 44 avenue de Chantereine à BOURGOIN JALLIEU ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône Alpes (unité territoriale de l'Isère), du 10 février 2012 ;

**VU** la lettre du 5 avril 2012, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 19 avril 2012 et lui communiquant les propositions modifiées de l'inspecteur des installations classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 19 avril 2012 ;

**VU** la lettre du 23 avril 2012, communiquant à l'exploitant le projet des prescriptions techniques complémentaires applicables à la SOCIETE JACQUIER INDUSTRIES pour son centre de transit de déchets, récupération et stockage de déchets de métaux ferreux et non ferreux situé au 44 avenue de Chantereine à BOURGOIN JALLIEU ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**CONSIDERANT** que les activités de stockage de déchets sont susceptibles d'occasionner une pollution des sols importante et d'impacter l'environnement, et que l'inspection des installations classées ne dispose d'aucune information sur l'évolution du site de la SOCIETE JAQUIER INDUSTRIES depuis le dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter qui a donné lieu à délivrance de l'arrêté d'autorisation n°2001-8915 du 25 octobre 2001 ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prescrire une étude d'interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) qui permettra de mieux caractériser l'impact de l'installation sur son environnement, compte tenu des risques environnementaux inhérents à ce type d'installation et de l'absence d'information évoquée ci-dessus ;

**CONSIDERANT** qu'en raison de l'évolution des pratiques d'exploitation de ce type d'installation, il y a lieu de demander à l'exploitant de transmettre à monsieur le Préfet un dossier de mise à jour des études d'impact et de dangers de son installation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, en application des dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à la SOCIETE JACQUIER INDUSTRIES pour l'exploitation du son centre de transit de déchets, récupération et stockage de déchets de métaux ferreux et non ferreux, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – la SOCIETE JACQUIER INDUSTRIES (siège social : 44 avenue de Chantereine à BOURGOIN JALLIEU ) est tenue de respecter strictement les prescriptions ci-annexées du présent arrêté complémentaire visant à la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines, à la production d'une étude d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) ainsi qu'à la mise à jour des études d'impact et de danger concernant son installation de transit de déchets, récupération et stockage de déchets de métaux située à l'adresse précitée de son siège social.

**ARTICLE 2** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**ARTICLE 3** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de cette activité qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R 512-69 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé.

**ARTICLE 4** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de cette activité devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, de cette activité, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE 5** - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R 512-39-1 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code susvisé.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 512-39-2 du livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) du code susvisé.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code susvisé. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 6** - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de BOURGOIN JALLIEU et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de l'Isère.

**ARTICLE 7** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les

prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 9** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, le Maire de la commune de BOURGOIN JALLIEU et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SOCIETE JACQUIER INDUSTRIE.

Fait à Grenoble, le

**31 MAI 2012**

POUR LE PREFET

*Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général*

**Frédéric PERISSAT**

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2012 152 - 0064

En date du 31/05/2012

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Frédéric PÉRISSAT

**Arrêté préfectoral complémentaire  
applicable à la société**

**JACQUIER INDUSTRIES**

**38300 BOURGOIN-JALLIEU**

**ARTICLE 1 - OBJET**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au site de la société Jacquier Industries, situé 44 avenue de Chanteraine – sur la commune de Bourgoin-Jallieu. La société Jacquier Industries est tenue de se conformer au présent arrêté en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 2 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

**Article 2.1 - Conception du réseau de forages**

Sur la base d'un cahier des charges dûment argumenté et soumis à l'inspection des installations classées seront définis :

- leur nombre (deux forages, au moins, seront implantés en aval hydraulique du site, et un en amont),
- leur lieu d'implantation,
- leur profondeur.

**Article 2.2 - Réalisation des forages**

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

**Article 2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines**

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

**Article 2.4 - Nature et fréquence d'analyses**

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- Hydrocarbures totaux
- COHV
- Métaux (Hg, Cd, Ni,...)
- PCB
- BTEX.....

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

#### **Article 2.5 – Échéances de mise en œuvre**

L'entreprise Jacquier Industries devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- Conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : 1 mois
- Réalisation des premières analyses : 4 mois.

Les résultats des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF seront transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après la réalisation des prélèvements avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitudes (prélèvement, transport, analyse...) seront joints aux résultats des mesures.

#### **Article 2.6 – Durée de la surveillance**

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Un rapport bilan sera fourni après une première année d'analyses. La fréquence des mesures pourra être adaptée aux résultats enregistrés. Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

### **ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DE L'IMPACT**

#### **Article 3.1 – Sur le site : Etat des lieux et diagnostic**

Afin d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux, la société Jacquier Industries réalisera une étude comprenant a minima les éléments suivants :

- une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base :
  - des éléments issus d'une visite des lieux et de ses environs immédiats,
  - des paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants.
- un diagnostic des milieux (sols, eaux souterraines et superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées.

Les résultats seront comparés :

- d'une part pour les sols, au fond géochimique naturel local ou à l'état initial de l'environnement,
- d'autre part pour les autres milieux, à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues telles que celles définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.

Cette étude doit ainsi permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux et doit inclure l'identification et la caractérisation des sources de pollution identifiées, la mesure de l'extension de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition, et la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux.

En cas de constat de pollution des eaux souterraines étendue aux puits aval, d'autres puits seront forés afin de déterminer l'extension de la pollution.

## Article 3.2 – A l'extérieur du site : Caractérisation de l'état des milieux

En cas d'impact révélé ou suspecté hors du site, une caractérisation de l'état des milieux selon les dispositions de cet article sera réalisée pour les substances concernées.

L'objectif principal est de s'assurer que les milieux étudiés hors site ne présentent pas pour l'ensemble de la population d'écarts par rapport à la gestion sanitaire en place. Les usages réels des milieux ainsi que les modes plausibles de contamination seront étudiés. Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger.

Pour cela, les étapes mentionnées à l'article 3.1 seront suivies.

Un recensement des cibles potentielles (habitation, source d'alimentation en eau potable, puits privé...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

Des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) seront réalisées et complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

Un programme sera transmis sous un délai de 2 mois après l'identification de l'impact avec des résultats d'analyses sous 4 mois.

Les mesures dans l'environnement viseront a minima l'analyse des compartiments suivants :

- **chaîne alimentaire :**
  - lait de vache, s'il existe de tels produits animaux dans un rayon de 5 km autour de l'usine (en veillant au recueil des données suivantes : type et taille de l'élevage, âge des animaux, origine, date d'installation, ration alimentaire et origine des aliments, devenir des produits) ;
  - légumes (feuilles, racines), s'il existe des jardins potagers et a fortiori des exploitations agricoles dans un rayon de 5 km autour de l'usine (points sous influence et un point témoin en veillant au recueil des données suivantes : épandage, emploi d'engrais, origine et usage passé des terrains, âge des légumes, devenir des produits) ;
- **lichens** reconnus comme biocapteurs ;
- **sols** (points de préférence fréquentés par des enfants en veillant au recueil des données suivantes : origine des sols, épandage, emploi d'engrais, usages passés et présents des sols) ;
- **retombées atmosphériques de polluants** (mesures par jauges Owen ou équivalent ou mesures de la qualité de l'air ambiant).

Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés dans le schéma conceptuel.

Les références suivantes devront être utilisées :

milieux	références
sol	<ul style="list-style-type: none"><li>- état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin,</li><li>- fond géochimique naturel local</li></ul>
eau	<ul style="list-style-type: none"><li>- critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau,</li><li>- critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux</li></ul>
denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none"><li>- règlement européen CE/1831/2003</li></ul>
air	<ul style="list-style-type: none"><li>- valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur</li></ul>

Dans le cas où il ne sera pas possible de comparer les résultats d'analyses à des valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée. Les substances seront prises isolément, sans procéder à l'addition des risques.

## **ARTICLE 4 – MESURES DE GESTION**

A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, **des mesures de gestion** seront le cas échéant proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc.).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnée au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »,
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert.

Dans le cas d'un impact hors site, les options ci-dessus seront complétées par :

- une comparaison de l'état des milieux hors du site aux valeurs réglementaires,
- ou une évaluation quantitative des risques sanitaires.

Si une incompatibilité est mise en évidence entre les usages et les milieux d'exposition, les mesures de gestion auront pour objectif de restaurer la compatibilité de l'état des milieux hors du site avec les usages qui leur sont fixés.

L'étude comprendra en outre une synthèse technique et non technique.

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

## **ARTICLE 5 - BILAN QUADRIENNAL**

Dans tous les cas, à l'issue des investigations sur site [et hors site] et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être transmis à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 6 - CHOIX DES PRESTATAIRES**

Pour réaliser cette étude, la société Jacquier Industries devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 7 – ÉCHÉANCIER AVANT TRAVAUX**

La société Jacquier Industries devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- diagnostic et caractérisation de l'état des milieux : **9 mois**
- mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux : **12 mois**.

## **ARTICLE 8 - FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 9 - MISE A JOUR DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

L'exploitant réalisera et adressera au Préfet une mise à jour du dossier conformément à l'article R 512-33 du code de l'environnement sous 12 mois.